



PRÉFET D'ILLE- ET-VILAINE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale de la protection des populations

Service de la Protection de l'Environnement et de la
Nature

N°AIOT : 0053502429

Affaire suivie par : Marie-Rose FERRET
Luc PETIT

Tél. : 02.99.59.97.75 / 02.99.59.89.66

Courriel : marie-rose.ferret.briand@ille-et-vilaine.gouv.fr
luc.petit@ille-et-vilaine.gouv.fr

Rennes, le 04/07/2023

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES AU PRÉFET

Contact exploitant :

Lucas GEFFROY, Directeur de la Société Beurrière de Retiers et
représentant permanent de la Société, GROUPE LACTALIS, gérante
lucas.geffroy@fr.lactalis.com

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Établissement SOCIÉTÉ BEURRIÈRE DE RETIERS à RETIERS – réexamen IED

Départ n°2023-02233

Réf : Dossier de réexamen et Rapport SEREA SER17334/IED-1 – Transmissions du 04/12/2020 et du 01/02/2021

Copie: DREAL-SPPR/DRC

Par transmissions visées en référence, la SOCIÉTÉ BEURRIÈRE DE RETIERS a transmis son dossier de réexamen pour l'installation de transformation de produits laitiers qu'elle exploite sur la commune de RETIERS, ainsi qu'un rapport de base.

Le présent rapport a pour objet de proposer les suites qu'il convient de réserver à ces dossiers.

1. RAPPEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La SOCIÉTÉ BEURRIÈRE DE RETIERS, située 8, lieu-dit Le Fromy, sur la commune de RETIERS, est autorisée par arrêté préfectoral du 28 juillet 2008, à exploiter des activités qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, l'établissement entre dans champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

2. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Conformément aux dispositions des articles R.515-70 à 73 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen suite à la publication de la décision d'exécution n° 2019/2031 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires et laitières (BREF FDM). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques disponibles.

3. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

3.1.- Description de l'établissement

La SOCIÉTÉ BEURRIÈRE DE RETIERS fait partie du Pôle laitier de RETIERS qui regroupe également la Société fromagère de Retiers, et la Société Laitière de Retiers, toutes trois Installations classées pour la Protection de l'Environnement soumises à Autorisation. Ces trois entités appartiennent au GROUPE LACTALIS et leurs activités sont interconnectées.

La SOCIÉTÉ BEURRIÈRE DE RETIERS exploite sur le site de RETIERS une usine de transformation de produits laitiers spécialisée dans la production de beurre.

Le site produit principalement du beurre (standard, allégé et en cubes : environ 60 % de la production totale du site), mais également du lait écrémé (environ 20 %), du babeurre (environ 20 %) et de la pâte fromagère (moins de 1 %).

Les principales activités réalisées sur le site sont :

- la réception et le stockage des différentes matières premières : crème et ingrédients,
- dans l'atelier beurre :
 - concentration de la crème (sortie du lait écrémé, et conservation de la crème concentrée pour la suite du process),
 - pasteurisation,
 - standardisation,
 - maturation,
 - barattage,
 - et malaxage.
- dans l'atelier beurre allégé où le beurre est récupéré en sortie de barattage :
 - fonte,
 - émulsion,
 - pasteurisation,
 - refroidissement,
 - cristallisation
 - et texturation.
- Conditionnement, emballage, stockage et expédition des produits finis.

3.2.- Périmètre IED

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel FDM relatif aux Industries Agroalimentaires et Laitières. L'exploitant a identifié la rubrique 3642-3 comme étant la rubrique IED principale de l'établissement.

Le périmètre IED de la société Beurrière de Retiers comprend l'ensemble des installations des ateliers de transformation du procédé alimentaire relevant de la rubrique 3642-3, et donc des activités détaillées dans le paragraphe 3.1 du présent rapport. À ce titre, on peut lister les installations suivantes :

- l'atelier beurre,
- l'atelier beurre allégé,
- l'entrepôt frigorifique,
- les stockages de matières premières, de produits finis et d'emballages.

Les installations ou utilités connexes sont :

- les équipements de production de froid utilisés pour les installations de la rubrique 3642,
- les équipements électriques utilisés pour les installations de la rubrique 3642,
- les équipements de production d'air comprimé utilisés pour les installations de la rubrique 3642,
- les équipements de nettoyage utilisés des installations de la rubrique 3642, y compris les tanks,
- les ateliers de charge d'accumulateurs,
- les stockages de produits chimiques (dont acide et soude concentrés),
- les zones de stockage des déchets (dangereux et non-dangereux) issus des différents ateliers de la rubrique 3642,
- les canalisations enterrées des eaux de rejet des installations de nettoyage (réseaux d'eaux usées en direction de la Station d'épuration du Pôle laitier).

Les installations et utilités du site qui sont à exclure du périmètre IED sont les suivantes :

- la maintenance,
- la sécurité incendie,
- le laboratoire,
- les ateliers de maintenance,

- les locaux administratifs et sociaux.

Analyse de l'inspection

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les zones de réception des matières premières et d'expédition des produits finis font partie intégrante du périmètre IED du site, conformément au guide de mise en œuvre de la directive sur les émissions industrielles de 2020. L'exploitant précise que la chaleur utilisée pour le fonctionnement des installations de la rubrique 3642 du site est produite par la Société Laitière de Retiers.

Outre les MTD génériques (MTD 1 à 15), les MTD spécifiques relative à l'industrie laitière (MTD 21, 22 et 23) sont applicables aux installations IED exploitées par la société beurrière de Retiers.

Les activités du site ne sont concernées par aucun BREF secondaire, en revanche elles sont également visées par les documents BREFs transverses suivants :

- Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS), paru en juillet 2006,
- Efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009,
- et Systèmes de refroidissement industriel (ICS), paru en décembre 2001.

Les thématiques des BREFs transverses ENE et ICS étant déjà abordées dans le cadre de l'examen du BREF FDM, l'exploitant ne les a pas étudiés en complément du BREF principal. L'exploitant n'a pas non plus développé le positionnement de son établissement vis-à-vis du BREF EFS, considérant que le recensement des produits dangereux du site a été effectué dans le cadre de l'évaluation des nouvelles rubriques 4000, et que leurs stockages sont conformes aux arrêtés ministériels, et particulièrement à l'arrêté du 04 octobre 2010 (rétentions et plan de surveillance des installations).

4. ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN IED

4.1.- Complétude

Le dossier transmis par l'exploitant est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental ;
 - Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux
 - Prévention de la pollution atmosphérique ;
 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
 - Réduction des nuisances sonores ;
 - Gestion de l'efficacité énergétique.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

L'exploitant n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associées aux meilleures techniques disponibles. L'exploitant s'est positionné sur la nécessité de ne pas revoir les prescriptions au regard du III de l'article R. 515-70 du CE. Il indique dans son dossier qu'il n'est pas nécessaire de revoir les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation au regard d'aucun des 3 alinéas du R. 515-70-III du CE.

4.2.- Régularité

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R. 515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

4.3.- MTD relatives au management environnemental

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires et laitières, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation. Concernant la mise en place d'un système de management environnemental (SME), l'exploitant a indiqué que le site ne possède pas la certification ISO 14001, toutefois il s'est engagé à ce qu'il l'obtienne à échéance de décembre 2023.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement vis-à-vis des conclusions sur les meilleures techniques disponibles sur la partie relative au management environnemental. Le site s'engage à obtenir et à maintenir un système de management environnemental certifié ISO 14 001 à échéance de décembre 2023. Dans le tableau de synthèse à la page 43-ANALYSE DE CONFORMITÉ DES MTD, l'exploitant s'est engagé à maintenir les plans de gestion du bruit et des odeurs du site. L'inspection rappelle qu'en cas d'apparitions de nuisances en lien avec l'une ou l'autre de ces thématiques, le site sera tenu de mettre en œuvre des plans de gestions adaptés intégrés au SME de l'établissement.

4.4.- Inventaire des flux aqueux et atmosphériques

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires et laitières, l'exploitant a établi un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux.

4.4.1- Flux aqueux

La société beurrière de Retiers génère les effluents aqueux suivants :

- des eaux résiduelles industrielles,
- des eaux de refroidissement,
- des eaux vannes,
- des eaux pluviales.

Les eaux usées industrielles de la société beurrière de Retiers (ainsi que les eaux vannes) sont traitées par la station d'épuration du Pôle Laitier de Retiers gérée par la Société Laitière de Retiers. Les eaux traitées sont ensuite rejetées dans la rivière *La Seiche*, en aval de l'étang de Marcillé-Robert, au lieu-dit La Cogerie.

Les eaux pluviales (ainsi que les eaux de refroidissement non polluées) sont quant à elles rejetées dans le ruisseau *Le Fromy*.

Les substances pertinentes identifiées par l'exploitant pour les effluents aqueux sont les suivantes :

Paramètres	Valeur moyenne 2017-2019 ⁽¹⁾		Valeur de l'arrêté préfectoral du 28/07/2008
Effluents aqueux			
Volume moyen journalier	388 m³/j		400 m³/j
pH moyen	11,3		-
	[C] (en mg/l)	Flux (en kg/j)	Flux (en kg/j)
DCO	3042	1355	1600
MEST	808	360	700
Azote Global (NGL)	Non suivi	Non suivi	-
Azote Kjeldahl (NTK)	-	-	20
Phosphore total	10,9	2,1	3,2

⁽¹⁾ Valeurs présentées par l'exploitant aux pages 8 et 9-PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT et 12-ANALYSE DE CONFORMITÉ DES MTD du dossier de réexamen.

L'exploitant indique qu'en absence de prescriptions en ce sens dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, il ne surveille pas la température des effluents en sortie du site.

L'exploitant n'a pas fait état du paramètre DBO_5 , paramètre pour lequel une surveillance est pourtant prescrite dans l'article 6.7 de l'Arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Les valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales sont fixées à l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2008 et sont les suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- DCO < 100 mg/l
- MES < 30 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 10 mg/l
- NTK < 30 mg/l.

Les eaux pluviales font l'objet d'un contrôle trimestriel sur ces paramètres conformément à l'article 6.7 de l'Arrêté préfectoral du 28/07/2008.

Les eaux de refroidissement doivent respecter les mêmes valeurs limites d'émission que les eaux pluviales et une température inférieure à 30°C. Elles font l'objet d'un suivi *a minima* annuel sur les paramètres : pH, DCO, MES, NTK, Cl, et métaux totaux conformément à l'article 6.4 de l'AP du 28/07/2008.

Les eaux vannes des sanitaires et eaux usées domestiques (lavabo, cantines...) sont collectées et envoyées vers la Station d'épuration du complexe laitier.

La partie émissions dans l'eau est abordée de façon plus détaillée dans le paragraphe 4.7 du présent rapport.

4.4.2- Flux gazeux

L'alimentation en vapeur du site est assuré par la société laitière de Retiers qui exploite les installations de combustion pour le Pôle Laitier de Retiers.

Par conséquent, le site ne possède pas d'installations de combustion, et il ne possède pas d'installations de séchage.

Les éléments liés aux rejets atmosphériques de la société beurrière de Retiers sont présentés dans le dossier de réexamen de la société laitière de Retiers qui a été déposé le 31 mars 2023.

L'aspect Emissions atmosphériques est abordé de façon plus détaillée dans le paragraphe qui suit.

4.5.- Émissions atmosphériques et odeurs

L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des émissions atmosphériques et les niveaux d'émissions canalisées dans l'air.

Concernant l'application des MTD relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques, la société beurrière de Retiers relève du secteur d'activité spécifique de « l'industrie laitière » (titre III, article 17.3 de l'AMPG du 27 février 2020). Toutefois le site ne dispose pas d'installation de séchage, il n'est par conséquent visé par aucune mesure de surveillance, ni valeurs limites d'émission concernant les rejets canalisés dans l'air du BREF FDM (MTD 5, MTD 23 et article 17.3 de l'AMPG suscité non applicables).

Par conséquent, les prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique, fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et dans les arrêtés ministériels applicables à l'établissement, restent en vigueur.

Concernant les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire utilisées pour le refroidissement et la congélation, l'exploitant a indiqué que le site dispose des équipements frigorifiques suivants :

- 2 installations fonctionnant au R434a dans les entrepôts I1 et I2 : ODP=0 et GWP=3080,

- 1 installation fonctionnant au R22 (HCFC) dans l'entrepôt I3 : ODP=0,055 et GWP=1760,
- 1 installation fonctionnant au R453a dans l'entrepôt I4 : ODP=0 et GWP=1664,
- et 1 installation fonctionnant au R507a dans l'atelier Allégés : ODP=0 et GWP=3990,

Les fluides frigorigènes conformes à la MTD 9 sont notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac. En 2023, les installations frigorifiques, hors CO₂, ammoniac et eau, peuvent continuer à fonctionner sous réserve d'un ODP= 0 et d'un PRP (ou GWP) inférieur à 2500. Les éventuels compléments ne peuvent être réalisés qu'avec des fluides conformes au règlement F-GAZ.

Par conséquent, quatre des cinq équipements frigorifiques utilisés par la société beurrière de Retiers ne sont pas conformes à la MTD 9 du BREF FDM.

Dans son dossier, l'exploitant indique qu'un projet de remplacement des équipements de production de froid de l'entrepôt du site par une installation frigorifique à l'ammoniac est prévu en 2021, ce qui a été réalisé à ce jour. De plus, il s'est engagé dans son dossier de réexamen à faire évoluer ses équipements frigorifiques conformément à la réglementation F-GAS et à la MTD 9 du BREF FDM.

Concernant les odeurs, l'exploitant indique que le site n'est pas générateur de nuisances olfactives, qu'aucune plainte n'a été recensée sur cette thématique, et que les tiers les plus proches sont situés à plus de 250 mètres ce qui limite le risque de nuisances. Par conséquent, l'exploitant a considéré que son établissement est conforme à la MTD 15.

Analyse de l'inspection

Les rejets atmosphériques ne constituent pas un enjeu essentiel sur l'aspect impact chronique de l'installation, car les installations de combustion du Pôle laitier sont exploitées par la Société Laitière de Retiers. De plus, aucune prescription relative à la surveillance et aux valeurs limites d'émission des rejets canalisés dans l'air du BREF FDM n'est applicable à l'établissement en absence d'opérations de séchage sur le site. Par conséquent, les prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et des arrêtés ministériels qui s'appliquent à l'établissement sont inchangées et restent en vigueur.

Concernant les fluides frigorigènes, le site devra, à échéance du 04 décembre 2023, comme il s'y est engagé, cesser d'utiliser les installations frigorifiques fonctionnant au R507a, au R434a, et au R22, car ces fluides frigorigènes possèdent un potentiel de réchauffement global supérieur à 2500 ou un ODP non nul, et ils ne sont donc pas conformes à la MTD 9 relative aux substances appauvrissant la couche d'ozone.

Concernant les odeurs, à la page 43-ANALYSE DE CONFORMITÉ DES MTD, l'exploitant s'est engagé à maintenir le plan de gestion des odeurs existant. L'inspection rappelle qu'en cas d'apparition de nuisances en lien avec les odeurs, la société beurrière de Retiers sera tenue de mettre en œuvre un plan de gestion adapté.

4.6 - Gestion de la ressource en eau

La société beurrière de Retiers utilise une eau mixte pour son activité. Elle assure le traitement et la distribution de l'eau mixte sur le Pôle Laitier de Retiers :

- Station de traitement des eaux de forage,
- Stockage de l'eau mixte (eau de ville+ eau de forage) avec système de chloration (bâche de 800 m³).

La société beurrière de Retiers suit quotidiennement (hors week-ends) ses consommations d'eau, sur des compteurs divisionnaires, et des relevés sont effectués mensuellement sur les Nettoyages en Place (NEPs). L'exploitant a transmis les consommations d'eau du site sur les 3 dernières années :

- 2017: 155 705 m³
- 2018 : 153 789 m³
- 2019 : 164 263 m³

Sur la période 2017-2019, le site a donc consommé en moyenne 157 919 m³ d'eau par an.

Concernant les prélèvements et la consommation d'eau, l'article 6-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 28 juillet 2008 fixe les prescriptions suivantes : « Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 185 000 m³ par an et la consommation journalière en pointe à 700 m³. »

Afin de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés, l'exploitant indique mettre en œuvre dès à présent les techniques suivantes :

- Techniques courantes :
 - Recyclage et/ou réutilisation de l'eau :
Présence de 3 NEP (NEP Beurrerie, NEP Traitement, NEP Allégées) et de 4 TARs en circuit fermé,
 - Séparation des flux d'eau :
Présence d'un réseau séparatif eau de pluie/eaux usées;
- Techniques liées aux opérations de nettoyage :
 - Nettoyage à sec : Ramassage manuel des déchets au sol avant lavage,
 - Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP) : Présence de 3 NEP sur le site :
 - NEP Beurrerie pour le conditionnement et les circuits beurre,
 - NEP Traitement pour le lavage des citernes et circuits crème,
 - NEP Allégées pour la préparation, la fabrication et une ligne de conditionnement de l'atelier allégés,
 - Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants et/ou de gel : Utilisation d'auto-laveuses pour le lavage des sols,
 - Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés : Étude de la nettoyabilité des équipements dès la conception et qualification avant la mise en service,
 - Nettoyage des équipements dès que possible : Nettoyage conformément aux exigences sanitaires.

Afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses, l'exploitant indique mettre en œuvre dès à présent les techniques suivantes :

- Sélection appropriée de produits chimiques de nettoyage et/ou de désinfectants : la qualification des produits chimiques de nettoyage et/ou de désinfection est effectuée de la façon suivante :
 - tout nouveau produit passe par une étape de référencement (fiche de référencement de produits chimiques groupe), ce qui permet en plus de la fiche de donnée de sécurité et de la fiche technique, de valider l'aspect qualité, sécurité et environnement du nouveau produit,
 - les fiches techniques et de données de sécurité des produits sont accessibles et centralisées,
 - un suivi hebdomadaire est effectué à partir d'infoproduit pour connaître les mises à jour de la Base de données Groupe.
- Réutilisation des produits chimiques de nettoyage dans le nettoyage en place : Réutilisation des produits chimiques, des eaux intermédiaires et rinçages finaux.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement vis-à-vis des conclusions sur les meilleures techniques disponibles sur la partie relative à la gestion des ressources en eau.

4.7.- Émissions dans l'eau

L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des rejets aqueux et les niveaux d'émissions dans l'eau. Les effluents aqueux industriels du site sont traités par la station d'épuration collective du Pôle Laitiers de Retiers gérée par la société Laitière de Retiers. Les eaux traitées sont ensuite rejetées vers la rivière *La Seiche*.

Le tableau ci-dessous fait état du positionnement de l'établissement vis-à-vis du cadre réglementaire applicable aux effluents aqueux industriels du site en rejet indirect, avant et après le 04 décembre 2023 :

Positionnement de l'établissement Société Beurrière de Retiers pour les effluents aqueux du site en rejet indirect

Paramètre	Surveillance			Valeurs limites d'émission					
	Fréquence actuelle (AP du 28/07/08 art. 6.7)	Fréquence minimale (MTD 4) ⁽¹⁾	Nouvelle Fréquence applicable à compter du 04/12/23	Émissions actuelles ⁽⁴⁾		Applicables (AP du 28/07/08 art. 6.3)	NEA MTD ⁽⁵⁾ (en mg/l)	Taux d'abattement réels 2022 STEP ⁽¹⁰⁾ [VLE] ⁽¹¹⁾	Nouvelle VLE applicable à compter du 04/12/23
				[C] (mg/l)	Flux (kg/j)				
DCO	Hebdomadaire	Journalière ⁽²⁾	Journalière ⁽³⁾	3042	1355	1600	125 ⁽⁶⁾	99 % [12000 mg/l]	4100 mg/l 2255 kg/j ⁽¹²⁾
MES	Hebdomadaire	Journalière ⁽²⁾	Journalière ⁽³⁾	808	360	700	50 ⁽⁷⁾	97 % [1667 mg/l]	1100 mg/l 605 kg/j ⁽¹²⁾
DBO ₅	Mensuelle	Mensuelle ⁽²⁾	Mensuelle	Non transmis	Non transmis	667	100 ⁽⁸⁾	99 % [10000 mg/l]	1200 mg/l 660 kg/j ⁽¹²⁾
Azote Kjeldahl (NTK)	Mensuelle		Mensuelle	Non transmis	Non transmis	20	-	96 % (NKJ)	75 mg/l 41 kg/j
Phosphore total	Mensuelle	Journalière ⁽²⁾	Journalière ⁽³⁾	10,9	2,1	3,2	2 ⁽⁹⁾	88 % [16,7 mg/l]	25 mg/l 14 kg/j
Chlorures		Mensuelle	Mensuelle	Non suivi	Non suivi	-	-		-

⁽¹⁾ La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 6 de l'Arrêté ministériel du 27 février 2020.

⁽²⁾ Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

⁽³⁾ En absence de demande d'aménagement de l'exploitant conformément au (X) de l'article 7.2 de l'AMPG du 27/02/2020, les nouvelles fréquences de surveillance applicables sont celles de la MTD 4.

⁽⁴⁾ Moyennes annuelles sur la période 2017-2019 ; données transmises par l'exploitant aux pages 9-PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT et p.12-ANALYSE DE CONFORMITÉ DES MTD du dossier de réexamen.

⁽⁵⁾ Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III.

⁽⁶⁾ La VLE applicable au secteur de l'industrie laitière pour le paramètre DCO est de 125 mg/l, toutefois cette VLE s'applique uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production. Dans le cas contraire, la VLE du point 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 s'applique.

Concernant la société beurrière de Retiers, l'efficacité du traitement par la STEP externe pour ce paramètre est de 99 %, la NEA-MTD de 125 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁷⁾ La VLE est de 50 mg/l si le flux est inférieur ou égal à 15 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 %. La VLE est de 35 mg/l si le flux est supérieur à 15 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %.

Concernant la société beurrière de Retiers, l'efficacité du traitement par la STEP externe pour ce paramètre est de 97 %, la NEA-MTD de 50 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁸⁾ La VLE est de 100 mg/l si le flux est inférieur ou égal à 30 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % ou si le rejet s'effectue en mer. La VLE est de 30 mg/l si le flux est supérieur à 30 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %. Le flux est ramené à 15 kg/jour pour les eaux réceptrices visées par l'article D.211-10.

Concernant la société beurrière de Retiers, l'efficacité du traitement par la STEP externe pour ce paramètre est de 99 %, la NEA-MTD de 100 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁹⁾ La VLE applicable au secteur de l'industrie laitière pour le paramètre Phosphore total est de 4 mg/l, toutefois cette VLE s'applique uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production. Dans le cas contraire, la VLE du point 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 s'applique. Concernant la société beurrière de Retiers, l'efficacité du traitement par la STEP externe pour ce paramètre est de 88 %, la VLE de 4 mg/l ne peut donc pas être retenue.

⁽¹⁰⁾ Taux d'abattement réels 2022 de la Station d'épuration collective du Pôle Laitier de Retiers gérée par la Société Laitière de Retiers, transmis par mail à l'inspection le 06/01/2023.

⁽¹¹⁾ Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites en concentration n'excèdent pas la NEA-MTD divisée par «1 – taux d'abattement de la station» (AM 17/12/2019).

⁽¹²⁾ À la page 10-ACTUALISATION PRESCRIPTIONS EXISTANTES, la société beurrière a sollicité une actualisation des valeurs limites de rejets de ses effluents aqueux à l'occasion de son réexamen IED, conjointe à une augmentation du volume d'effluents rejetés (550 m³/j proposé).

Application des meilleures techniques disponibles

La société Beurrière de Retiers s'est engagée à mettre en place une surveillance mensuelle sur le paramètre *Chlorures* à échéance du 04 décembre 2023 conformément aux prescriptions de l'AMPG du 27 février 2020 et selon les normes analytiques de la MTD 4 du BREF FDM. Elle ne s'est en revanche pas positionnée concernant les autres paramètres, et a simplement indiqué respecter les modalités de surveillance prescrites à l'article 6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

En absence de VLE en concentration dans l'arrêté d'autorisation du site, et conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020, à compter du 04 décembre 2023, les rejets aqueux du site devront respecter des VLE en concentration égales aux NEA-MTD/(1-taux d'abattement de la station de traitement). En cas de non transmission du taux d'abattement pour un paramètre, la NEA-MTD applicable aux rejets directs sera retenue.

Par ailleurs, l'établissement a sollicité, à l'occasion du réexamen IED du site, une modification du volume d'effluents rejetés et de certaines valeurs limites d'émissions en flux fixées dans son arrêté préfectoral d'autorisation (voir p.91 du dossier de réexamen transmis). L'exploitant précise que cette actualisation fait suite :

- aux évolutions industrielles de la société depuis la date de l'arrêté préfectoral de 2008,
- à la mise en place d'un traitement primaire des matières grasses (flottateur) depuis 2015,
- aux travaux de modernisation de la station d'épuration du Pôle Laitier de Retiers en 2020,
- et aux caractéristiques des effluents de la société beurrière de Retiers.

L'exploitant propose d'analyser les valeurs de rejets des effluents aqueux du site **en amont** du traitement primaire, c'est-à-dire avant le bassin tampon et le traitement des matières grasses par flottation, car ce traitement est spécifique aux effluents provenant de la Beurrerie. Il précise que l'installation de traitement primaire est exploitée par la Société Laitière de Retiers.

Les valeurs limites d'émissions proposées par l'exploitant, et retenues par l'inspection en première approche sont mentionnées en bleu dans le tableau ci-dessus, compte tenu de l'efficacité de traitement de la STEP de la société Laitière de Retiers.

Concernant les niveaux de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques, l'exploitant a indiqué que la production principale du site est le beurre, mais que celle-ci représente moins de 80 % de la production totale de l'établissement (d'après le diagramme de production transmis à la p. 7- PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT, la production de beurre du site représente environ 59,2 % de la production totale). Par conséquent, l'exploitant indique que le niveau de performance environnemental du site ne peut être comparé aux fourchettes de niveaux indicatifs de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques fixées à la MTD 7, et il ne l'a pas transmis à titre indicatif dans son dossier de réexamen.

Analyse de l'inspection

Les rejets aqueux constituent un enjeu majeur sur l'aspect impact chronique de l'installation en raison des activités de nettoyage du site.

Les prescriptions relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émission des rejets aqueux de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2008 sont remplacées à compter du 04 décembre 2023, pour les paramètres en gras dans le tableau ci-dessus, par celles de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 *relatif aux MTD applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (VLE et périodicité de mesure en gras (et en noir) dans le tableau ci-dessus).*

À échéance de fin 2023, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une surveillance mensuelle sur le paramètre *Chlorures* conformément aux prescriptions de la MTD 4, et à mesurer et enregistrer en continu les températures des effluents en sortie du site (conformément aux prescriptions de la MTD 2). Il sera toutefois tenu de respecter l'ensemble des fréquences de surveillance et VLE nouvellement applicables à son établissement à échéance du 04 décembre 2023 conformément aux prescriptions de l'AMPG du 27 février 2020.

Concernant la demande d'actualisation des VLE en flux de l'établissement, conjointe à une demande d'augmentation du volume d'effluents rejetés, l'inspection se positionne favorablement à cette demande et propose de retenir le volume de rejet journalier et les VLE sollicitées par l'exploitant qui sont mentionnées en bleu dans le tableau du présent paragraphe.

4.8.- Déchets

Afin de réduire sa production de déchets, la société beurrière de Retiers utilise la technique spécifique du secteur de l'industrie laitière relative à la production de beurre qui consiste à rincer le réchauffeur de crème à l'eau.

Concernant la gestion des déchets du site, l'exploitant a également transmis les informations suivantes :

- les coproduits (beurres déclassés : résidus de beurre, et beurre non conforme à la consommation) sont valorisés en méthanisation.
- l'ensemble des déchets non dangereux produits par le site (*papier/carton, matières plastiques, bois, et verre d'emballage, ainsi que les métaux ferreux et non ferreux*) sont recyclés et/ou valorisés,

- les déchets municipaux en mélange sont envoyés en centre de stockage de déchets non dangereux,
- les déchets dangereux sont pris en charge par la société CHIMIREC afin d'être traités au sein d'une filière appropriée.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant n'appellent pas de remarque.

4.9.- Efficacité énergétique

L'exploitant indique que les compteurs divisionnaires pour la vapeur sont relevés quotidiennement et pour les compteurs d'électricité mensuellement. Les consommations sont ensuite contrôlées par le service énergie.

L'exploitant a transmis la consommation énergétique annuelle moyenne de son site sur les trois dernières années (2017 à 2019). Sur cette période, le site a consommé en moyenne 9 621 457 kWh d'électricité et 15 964 000 kWh (PCI) de vapeur par an.

Concernant la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique, l'exploitant indique que :

- les consommations d'énergie du site sont suivies (supervision et indicateurs de performance),
- le remplacement des installations aux fréons par des installations à l'ammoniac permettra un meilleur rendement énergétique,
- le site possède un contrat de performance énergétique avec une société extérieure.

Afin d'accroître l'efficacité énergétique de son établissement, l'exploitant a également indiqué mettre en œuvre les techniques courantes suivantes :

- Utilisation de moteurs économes en énergie (catégorie IE3) sur les nouvelles installations (ex : compresseur),
- Récupération de chaleur sur les installations de production de froid pour le préchauffage des eaux des NEPs (projet 2021),
- Campagne annuelle de remplacement des éclairages néons par des éclairages à LED,
- Optimisation des systèmes de distribution de vapeur par calorifugeage, et par récupération des condensats,
- Réduction des pertes thermiques par calorifugeage grâce à la mise en place de couvertures isolantes sur les circuits vapeur,
- Système de commande de procédés permettant la supervision sur les installations énergie (froid, air comprimé, vapeur, électricité),
- Utilisation de variateurs de vitesse quand cela est nécessaire.

Afin d'accroître l'efficacité énergétique du site, l'exploitant a également indiqué mettre en œuvre les techniques spécifiques au secteur d'activité de l'industrie laitière suivantes :

- Homogénéisation partielle du lait : Concentration de la crème avant standardisation,
- Échangeur thermique à récupération de chaleur dans la pasteurisation : Utilisation d'échangeurs thermiques tubulaires (vapeur/eau) et à plaques (crème),
- Traitement du lait à ultra haute température (UHT) sans pasteurisation intermédiaire : Récupération de chaleur en place sur les 2 pasteurisateurs permettant le réchauffage de la crème froide entrante par la crème chaude sortante.

Pour les mêmes raisons que pour les niveaux de performance environnementale des rejets aqueux spécifiques, l'exploitant n'a pas transmis le niveau indicatif de performance environnemental pour la consommation d'énergie spécifique de son site.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis permettent de connaître la situation de l'établissement vis-à-vis de l'efficacité énergétique. L'inspection rappelle à l'exploitant que le site devra, à échéance du 04 décembre 2023, disposer d'un plan d'efficacité énergétique formalisé intégré à son SME.

Elle rappelle également qu'il est de la responsabilité de l'exploitant d'étudier la pertinence et la faisabilité de la mise en place des meilleures techniques disponibles de son secteur d'activité spécifique qui ne sont pas d'ores et déjà utilisées sur son site (utilisation de pasteurisateurs en continu...).

4.10.- Prévention des nuisances sonores

Les principales sources de bruit identifiées par le site sont :

- les tours aéroréfrigérantes,
- le trafic routier,
- et les installations frigorifiques (compresseurs).

Afin de gérer les émissions sonores de son établissement, l'exploitant indique que des mesures d'émissions sonores sont effectuées tous les 3 ans, ce qui est conforme aux prescriptions de l'article 7.5 de l'Arrêté préfectoral d'autorisation du site qui impose des mesures triennales des niveaux sonores et d'urgences. Les dernières mesures datent de 2020, et les prochaines seront réalisées en 2023. Le site n'a recensé aucune plainte relative au bruit.

Afin d'éviter ou de réduire les émissions sonores liées à ses activités et aux équipements employés, l'établissement a indiqué mettre en œuvre les techniques suivantes :

- Remplacement des condenseurs évaporatifs par des modèles récents,
- Réalisation de rondes techniques journalières sur les équipements,
- Fermeture des portes et des accès dans tous les bâtiments,
- Pas d'interventions d'entreprises extérieures durant la nuit,
- Réalisation d'analyses vibratoires systématiques pour la gamme préventive des groupes froids.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement vis-à-vis des conclusions sur les meilleures techniques disponibles sur la partie relative à la prévention des nuisances sonores. Dans le tableau de synthèse p.43-ANALYSE DE CONFORMITÉ MTD du dossier de réexamen, l'exploitant s'engage à maintenir son plan de gestion des émissions sonores. L'inspection rappelle qu'en cas d'apparition de nuisances sonores pour le voisinage, et/ou de plainte relative au bruit, le site sera tenu de mettre en œuvre un plan d'action adapté.

5. RAPPORT DE BASE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

L'article L. 515-30 du Code de l'Environnement prévoit que « l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévu par le décret mentionné à l'article L. 515-31 ».

Par ailleurs, le 3^{ème} alinéa du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes,

et

- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Compte tenu des activités exercées et des substances mises en œuvre sur le site, l'exploitant a transmis un rapport de base.

5.1 Complétude

L'article R. 515-59 du code de l'environnement précise que le rapport de base contient « les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges » mentionnés à l'article 3 du règlement CLP.

Le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (version 2.1 de mai 2014) précise que le rapport de base doit comprendre les chapitres suivants :

Chapitre 1 : description du site et de son environnement et évaluation des enjeux

Chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles

Chapitre 5 : interprétation des résultats et discussion des incertitudes

Il doit également comprendre, lorsque les données disponibles ne permettent pas de disposer d'une connaissance suffisante de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines, les chapitres suivants :

Chapitre 3 : définition du programme et des modalités d'investigations

Chapitre 4 : réalisation du programme d'investigations et d'analyses différées au laboratoire

Le rapport transmis comporte la majorité des éléments prévus. Les éléments principaux étant présents, le rapport est jugé complet.

5.2 Analyse

Les substances dangereuses pertinentes retenues dans le cadre de l'élaboration du rapport de base sont : les nettoyeurs/désinfectants utilisés dans les installations de NEP et pour le nettoyage process, les fluides frigorigènes des installations frigorifiques et de refroidissement, le lubrifiant ou l'isolant (huiles) contenu dans les compresseurs des installations frigorifiques, les compresseurs d'air et les transformateurs électriques.

En raison des caractéristiques physico-chimiques et écologiques des substances dangereuses retenues (et listées ci-dessus), et des quantités utilisées et stockées, il a été considéré qu'il existait un risque de contamination des sols et des eaux souterraines au droit du périmètre IED du site, qui a justifié l'élaboration d'un rapport de base. De plus, l'étude de vulnérabilité des milieux a mis en évidence un environnement vulnérable et sensible à une éventuelle pollution en provenance du site : usages sensibles sur certains terrains voisins (habitations et parcelles agricoles), nappe des sables pliocènes peu profonde et en relation avec la nappe du socle, usage des eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable (AEP) du Pôle Laitier, et usages sensibles potentiels (activités récréatives et halieutiques) dans le ruisseau de Sainte-Croix.

Aucunes prescriptions relatives à la surveillance des sols et des eaux souterraines n'étant prescrites dans l'arrêté préfectoral du site, il a été mené des investigations de terrain dans le cadre de l'élaboration du rapport de base présenté.

Concernant les sols, le 04 novembre 2019, quinze sondages ont été réalisés entre 2 et 3 m de profondeur selon les sondages, à proximité des infrastructures anciennes et actuelles accessibles. Afin d'appréhender la qualité des eaux souterraines, deux piézomètres ont été mis en place entre les 04 et 05 novembre 2019, dans le cadre des investigations menées pour l'élaboration du rapport de base : un au droit du site (Pz6) et un au niveau du Pôle Laitiers de Retiers (Pz7), et une campagne de prélèvements des eaux souterraines a été effectuée les 12 et 13 novembre 2019 sur les ouvrages suivants :

- les quatre piézomètres exploitables présents sur le pôle laitier,
- les deux piézomètres complémentaires mis en place en novembre 2019,
- deux des quatre forages utilisés pour l'AEP du pôle laitier.

Les investigations ont permis de mettre en évidence un sens d'écoulement local des eaux souterraines orienté vers le centre du pôle laitier, en direction des forages F1, F2 et F3 (leur pompage créant un rabattement local important de la nappe).

Les résultats d'analyses sur les sols et les eaux souterraines ont permis d'établir un état des lieux représentatif de ces milieux, à la date de réalisation du rapport de base, au droit du périmètre IED. Cet état est détaillé dans les tableaux 28 à 31 du rapport de base SEREA SER17334/IED-1.

Une zone d'impact a été mise en évidence dans les sols en sodium (et chlorures), au droit du sondage S7 (900 mg/kg de MS), situé au Sud-Est de la beurrerie, à proximité du stockage de produits chimiques

PC1. SEREA mentionne que cette présence de sodium associée à la présence de métaux sur lixiviats (nickel et cuivre) peut être considérée comme caractéristique d'un impact des activités qui peut être lié à la source visée : stockage de produits chimiques PC1 et fuite (de soude notamment) au niveau de PC1. Elle indique également que le pH neutre mesuré au niveau de ce sondage pourrait être expliqué par la présence de chlorures (38 mg/kg MS) témoignant d'une éventuelle fuite d'acide.

Aucun impact n'a été mis en évidence dans les eaux souterraines.

La mise à jour du schéma conceptuel par le bureau d'étude SEREA a permis de mettre en évidence l'absence de risque potentiel pour les usagers du site et la population hors site. De ce fait, aucune recommandation particulière n'a été émise dans le cadre de la poursuite des activités du site. Selon le bureau d'étude SEREA, l'état actuel des milieux ne justifie pas la réalisation de travaux de réhabilitation immédiats, toutefois il a émis les préconisations suivantes :

- Si des travaux d'aménagement étaient programmés sur la zone impactée en sodium et chlorures, une gestion spécifique des sols impactés est recommandée et devra être réalisée par une société spécialisée en sites et sols pollués.
- Le maintien du recouvrement de surface est préconisé sur la zone présentant des anomalies en métaux sur échantillons brut dans les sols de surface, à savoir :
 - Au niveau du sondage S9 situé à l'Est de la beurrerie, à proximité de l'installation frigorifique IF1 et de la TAR1 (cuivre et zinc : respectivement 280 et 290 mg/kg MS),
 - Au niveau du sondage S16 situé au Sud-Ouest de l'entrepôt frigorifique (cuivre : 68 mg/kg MS).

Analyse de l'inspection

L'inspection propose de prescrire, dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe, et sur la base des investigations réalisées dans le cadre du rapport de base :

- une surveillance décennale des sols sur les paramètres et les 16 points de sondage définis dans le programme analytique prévisionnel présenté dans les tableaux 22 et 23 des pages 77 et 86 du rapport de base, adapté compte-tenu de l'annulation du sondage S3.
- une surveillance quinquennale des eaux souterraines sur les paramètres : *hydrocarbures C₅-C₁₀, hydrocarbures C₁₀-C₄₀, CAV, HAP, COHV, PCB, métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), nonylphénols, pH, sodium, potassium, chlorures, sulfates, soufre total, phosphates, phosphore total, nitrates, nitrites, azote total, ammonium, tributylétain, dibutylétain et monobutylétain* sur l'ensemble des ouvrages du Pôle Laitier de Retiers (6 piézomètres et 4 forages) identifiés dans le rapport de base.

Le projet de prescriptions en annexe tient compte de ces nouvelles propositions.

6. SUITES ADMINISTRATIVES

A compter du 04 décembre 2023, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 s'appliquent à l'établissement. En particulier sont applicables les prescriptions des titres suivants de l'annexe de l'arrêté ministériel précité :

- titre I,
- titre II,
- et titre III-17 (secteur industrie laitière).

Les prescriptions de l'Arrêté préfectoral du 28 juillet 2008 applicables à l'établissement Société Beurrière de Retiers sont :

- conservées à l'exception de celles relatives à la surveillance et aux valeurs limite d'émissions des rejets aqueux qui sont, pour partie, remplacées et complétées à échéance du 04 décembre 2023, par celles des articles 7.2 et 17.4 de l'arrêté ministériel suscité (fréquences de surveillance et VLE en gras dans le tableau du paragraphe 4.7 du présent rapport), et actualisées au regard des propositions de modifications sollicitées par l'exploitant à la page 91 du dossier de réexamen,
- complétées par une surveillance décennale de la qualité des sols et une surveillance quinquennale de la qualité des eaux souterraines.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire reprenant ces prescriptions est joint en annexe.

En application des articles R. 181-45 et R. 515-60 et R. 515-70 du code de l'environnement, l'inspection propose le projet de prescriptions techniques joint en annexe au présent rapport. Considérant que cet arrêté consiste en une mise à jour de la situation administrative du site, et en un renforcement des prescriptions applicables à la Société Beurrière de Retiers en matière d'une part, de surveillance et de valeurs limites d'émission des rejets aqueux, et d'autre part, de surveillance des sols et des eaux souterraines, l'inspection des installations classées propose qu'il ne soit pas soumis à l'avis des membres du CODERST.

Approbateur

Rédacteur(s)

**Le Chef de Service de la Protection de
l'Environnement et de la Nature**

**Adjointe au chef de Service de la Protection de
l'Environnement et de la Nature**


Luc PETIT


~~Marie-Rose FERRET~~